

Cour de justice de l'UE (CJUE) à Luxembourg

# Est-ce là l'avenir de notre démocratie ?

Nr. 5 | AOÛT 2024



« Des gens bien »

Page 3



« Si la Suisse renonce à sa  
neutralité, elle perdra sa  
souveraineté »

Page 6



Pacte de l'OMS contre la  
pandémie : le Parlement  
freine le Conseil fédéral

Page 14



## Le mot du président

### Chers membres, chers donateurs, chers sympathisants,

Le 1er août, nous avons fêté le 733e anniversaire de notre Confédération. En collaboration avec trois jeunes membres de Pro Suisse, originaires du Tessin, de Suisse romande et de Suisse alémanique, nous avons publié sur nos réseaux sociaux et sur nos sites Internet les messages de salutations pour ce glorieux anniversaire dont nous sommes fiers.

Tous les quatre, nous avons « filmé » nos messages sans nous concerter au préalable sur qui allait dire quoi et comment. La concordance des différents mots et pensées a été impressionnante et réjouissante. Voilà qui inspire confiance. Vous pouvez du reste visionner des vidéos sur [www.proschweiz.ch](http://www.proschweiz.ch).

Nos pères fondateurs de 1291 se sont rassemblés et ont juré, dans la malice de cette époque menaçante, de défendre ensemble vis-à-vis des agresseurs étrangers les valeurs fondamentales de notre Suisse que sont la liberté, la souveraineté, la juridiction autonome et d'abolir les baillis qui s'enrichissaient au détriment de la Suisse de l'époque. Il est difficile de le croire, mais bien que nous ayons très bien réussi à préserver l'héritage de nos ancêtres pendant des siècles, ce sont aujourd'hui les mêmes piliers fondamentaux de notre cohabitation étatique qui sont à nouveau remis en cause, à la différence près qu'aujourd'hui, le danger ne vient pas seulement de l'extérieur (mot-clé : UE), mais malheureusement aussi de l'intérieur : un grand nombre de Suisses, et notamment de politiciens, cherchent leur salut dans un rattachement institutionnel étroit à l'UE et peut-être même dans une intégration totale dans l'UE. C'est d'autant plus étonnant que la lente désintégration économique de l'UE, et en particulier de l'Allemagne, est visible et perceptible par tous au quotidien et que

des groupes se forment entre-temps même au sein de l'UE pour éliminer le moloch bureaucratique de Bruxelles. La Confédération et Bruxelles se sont mis d'accord sur ce qui nous attend avant même les négociations proprement dites, dans le cadre d'un « Common understanding », sans que le souverain ait son mot à dire : la Suisse est censée obéir et payer, l'UE ordonne.

Il est donc important de prendre conscience de nos atouts suisses et de nos possibilités de succès, qui ne seraient guère réalisables en cas d'intégration dans l'UE. Si nous gardons ces principes à l'esprit, conformément à nos pères fondateurs et nos ancêtres, et si nous cultivons et défendons courageusement nos caractéristiques uniques, rien ne s'opposera au maintien du succès de la Suisse à l'avenir. Il ne s'agit pas d'idées ringardes sorties tout droit de la naphthaline. Nos trois jeunes membres le prouvent. Continuons à cultiver ensemble cette « suissitude » de manière disciplinée et ne prêtons pas attention aux envieux et aux grincheux en Suisse et à l'étranger. La liberté est un bien précieux. Défendons-la contre toute forme de restriction, qu'il s'agisse d'une utilisation excessive des droits des minorités, d'une mise sous tutelle linguistique et numérique, d'une surréglementation ou d'interventions étatiques excessives et superflues !

Dr Stephan Rietiker

ISSN 2234-9723

Rédaction Pro Suisse  
Case postale  
3822 Lauterbrunnen  
Tél. 031 356 27 27  
[redaction@prosuisse.ch](mailto:redaction@prosuisse.ch)

Compte postal: 30-10011-5

#### Legs

En rédigeant votre testament, vous décidez, au-delà de votre mort, de ce qui adviendra de vos économies, papiers valeurs et immeubles. En prenant en considération Pro Suisse, vous soutiendrez notre travail pour le maintien d'une Suisse indépendante et neutre.

Nous vous en remercions cordialement.

Les conférences internationales

# Des gens bien



**Dr. Christoph Blocher**  
entrepreneur, ancien conseiller fédéral  
et ancien conseiller national



**Les conférences internationales comme celle du Bürgenstock se déroulent habituellement dans des endroits magnifiques. Cela permet aux participants de passer un séjour agréable bien loin de chez eux dans un hôtel de première classe et aux frais des contribuables.**

Le motif de telles « conférences » est d'ailleurs toujours le même : nous souhaitons faire quelque chose de bien pour montrer que nous sommes des gens bien. Pourtant, cela n'apporte généralement rien de bon. L'expérience montre que celui qui veut vraiment faire le bien doit s'engager de manière désintéressée pour autrui. Cela peut même aller jusqu'au sacrifice de sa propre personne. Cela rappelle le soldat suisse. Il accomplit de bonnes choses parce qu'il protège les gens de la guerre, préserve la paix et l'indépendance du pays et est même prêt à sacrifier sa vie. Nous percevons ici la problématique fondamentale du tourisme de congrès et le danger de la politique en général : beaucoup de choses sont faites uniquement pour faire bonne figure. Le plus important, c'est de soigner son image, mais personne ne doit s'en rendre compte. On dit donc autre chose et on évoque son intention de faire le bien. Être en faveur de la « paix » est assurément bon pour l'image. Mais comment être contre ? On reconnaît ainsi immédiatement la probléma-

tique de la conférence du Bürgenstock. Celui qui dévoile le vrai motif de ce type de tourisme se voit immédiatement rétorquer : « Ah, tu es donc contre la paix ! Ah, tu es donc pour Poutine » ! Mais celui qui veut la paix doit supporter de telles attaques. Il sait que quand on veut vraiment faire la paix entre deux personnes en conflit, on doit prendre en compte les deux points de vue et parler aux deux. Que cela plaise ou non. Cela peut certes s'avérer très désagréable. Mais tout le monde sait que la paix ne s'obtient en aucun cas en faisant une exposition en vitrine. Un désintéressement laborieux est de mise. Retournons au travail.



*« Quand on veut vraiment faire la paix entre deux personnes en conflit, on doit prendre en compte les deux points de vue et parler aux deux. »*





Depuis 100 ans  
le spécialiste de votre mobilité

# 100 ans d'Esprit pionnier

Pour vous. De nous. Pour l'avenir.



**Nous célébrons. Vous profitez.**  
Scanner, participer et gagner! Ou sur [emilfrey.ch/100](http://emilfrey.ch/100)

## Les faits marquants d'une histoire couronnée de succès.

**1924**

**Esprit pionnier :**

Le 1<sup>er</sup> octobre, Emil Frey, mécanicien de formation, ouvre un atelier de réparation d'automobiles et de motos à la Schwingerstrasse 3, à Zurich.

**1926**

**Évolution :**

Ouverture d'un premier magasin de vente de motos à la Stampfenbachplatz 1, à Zurich. Début de l'importation de Swallow Sidecars (plus tard Jaguar).

**1935**

**Philosophie :**

Emil Frey adresse à son honorable clientèle une lettre dont les principes restent valables à ce jour et qui constitue depuis le credo de l'entreprise.

**1948**

**Pierre angulaire :**

Ouverture du garage de Zurich-Altstetten, siège du Groupe Emil Frey encore aujourd'hui.

**1949**

**Courage :**

Établissement du centre d'importation de Safenwil AG – Emil Frey calcule que la future route nationale entre Zurich et Berne y passera.

**1969**

**Relève de la garde :**

Emil Frey transmet officiellement la direction générale du Groupe à son fils Walter.

**1971**

**Croissance :**

Reprise du groupe de garages romand Perrot Duval – première expansion en Romandie.

**1978**

**Sécurité :**

Fondation du centre de sécurité routière de Veltheim (maintenant le Driving Center Suisse).

**2012**

**Tradition familiale :**

Renaissance d'Emil Frey Racing avec Lorenz Frey-Hilti en 3<sup>e</sup> génération – le sport automobile comme preuve du savoir-faire professionnel.

**2015**

**Passion :**

Ouverture du Classic Car Center, à Safenwil. Musée et point de rencontre des amateurs de voitures classiques.

**2018**

**Expansion :**

Évolution continue du Groupe Emil Frey en Suisse et dans d'autres pays européens.

**2024**

**Anniversaire :**

L'entreprise familiale se caractérise par sa constance. En 100 ans, seuls deux patrons, Emil, le fondateur de l'entreprise, et Walter, son successeur, ont été à la tête du Groupe Emil Frey.



**Ami Bossard Gartenmann en entretien  
avec Rémy Wyssmann**

## « Je souhaite que la Suisse reste indépendante, libre et autonome. »



**Rémy, je suis heureux de pouvoir t'interviewer en tant que nouveau membre du comité de Pro Suisse. Tu es avocat et tu possèdes ta propre étude, tu es marié, tu as deux fils adultes et tu résides dans le canton de Soleure. Le 22 octobre 2023, tu as été élu au Conseil national pour l'UDC. Quelle est ta motivation ?**

Étant avocat autonome, indépendant et libre, avec bientôt 30 ans d'expérience pratique dans le secteur de la libre concurrence, je constate quotidiennement que les citoyens de ce pays se retrouvent de plus en plus impuissants et démunis face à une bureaucratie de juristes de plus en plus puissante au sein de l'administration. Le contrôle et la mise sous tutelle de la population dans tous les domaines de la vie, mais aussi la charge fiscale, ont désormais atteint des proportions qui ne sont plus acceptables.

**En tant que spécialiste du droit de la responsabilité civile et des assurances, tu t'es engagé pour la publication des contrats de vaccination pendant la période du coronavirus. Tu as obtenu leur divulgation partielle par l'Office fédéral de la santé publique. Comment les choses vont-elles évoluer ?**

Le 12 juillet 2024 est la date-limite pour déposer une demande de rendre lisibles les parties de texte noircies par Berne dans les documents de vaccination divulgués. Je suis en train de rédiger cette demande.

**Tu es déjà très engagée professionnellement et politiquement. Pourquoi as-tu décidé de t'engager en plus dans le comité directeur de Pro Suisse ?**

Je souhaite que la Suisse reste indépendante, libre et autonome. Chaque abandon de la souveraineté du pays se traduit pour les citoyens par la perte de leurs droits individuels en matière de liberté et par la perte de leur autodétermination financière. La charge bureaucratique, fiscale et les taxes, déjà intolérables, le deviennent encore davantage à chaque nouveau rattachement international. Prenez par exemple les traités-bâillons de l'UE, le traité de pandémie de l'OMS, les règlements internationaux en matière de santé, etc. Je ne voudrais pas que les milliards d'impôts que nous avons durement gagnés soient envoyés dans le monde entier, alors que notre peuple se fait plumer.

**Pro Suisse a défini deux tâches principales : empêcher l'enchaînement à l'UE et aider l'initiative sur la neutralité à aboutir. Où se situent les plus grands obstacles dans les relations avec l'UE, où sont pour la Suisse les lignes rouges à ne pas franchir ?**

L'immigration de masse doit prendre fin, les contrôles aux frontières doivent être réintroduits et il nous faut pouvoir à nouveau déterminer nous-mêmes notre politique migratoire. La reprise de facto du droit européen doit également cesser. Les juges étrangers sont tota-



*« La Suisse doit enfin se montrer plus sûre d'elle face à Bruxelles et, si nécessaire, menacer de dénoncer l'accord sur la libre circulation des personnes et l'accord de Schengen. »*

lement tabous. La Suisse doit enfin faire preuve de plus d'assurance vis-à-vis de Bruxelles et, au besoin, brandir la menace de la résiliation de l'accord de libre circulation et celui de Schengen.

Les bureaucrates administratifs engagés à cet effet, Conseil fédéral compris, en sont incapables, car ils n'ont jamais eu à affronter le marché et la concurrence et n'ont donc jamais appris à négocier. Les personnes qui ont vécu toute leur vie grâce à l'argent des contribuables n'ont pas faim et manquent donc de l'engagement nécessaire.

**Quelle importance accordes-tu à la neutralité ? Soutiens-tu l'inscription des principes de la neutralité suisse dans la Constitution fédérale ?**

Sans neutralité, pas de souveraineté, sans souveraineté, pas de liberté. Sans liberté, pas de prospérité. Le modèle de réussite multiséculaire de la Suisse constitue la meilleure preuve que nous devons rester neutres et libres.

**Un grand merci de cet entretien passionnant et de ton engagement auprès de Pro Suisse ! Je te souhaite bonne chance pour l'avenir.**

**Oui à l'initiative sur la neutralité**

**« Si la Suisse renonce à sa neutralité, elle perdra sa souveraineté. »**

**Cher Monsieur Beutler, vous avez déjà écrit dix romans policiers à succès en vous inspirant de faits réels. Vous abordez les dysfonctionnements et souhaitez éveiller les consciences dans le but de créer plus de justice. Vous êtes membre du Parti socialiste. Dans une lettre adressée au courrier des lecteurs, vous vous positionnez clairement en faveur de l'initiative sur la neutralité. Une Suisse neutre peut-elle générer de la justice ?**

La neutralité n'a pas de lien direct avec la justice. Mais elle peut être un moyen pour y parvenir. Dans un conflit comme la guerre en Ukraine, les deux parties affirment être dans leur bon droit. Seule l'écoute des deux parties peut contribuer à l'instauration de la justice. La Suisse neutre a déjà prouvé à plusieurs reprises qu'elle est capable de résoudre des conflits. Il s'agit d'éviter de nouvelles souffrances. Chaque victime de la guerre, qu'il s'agisse d'un civil ou d'un soldat, est une victime de trop. Mourir de manière violente est toujours une injustice.

**Se comporter de manière « neutre » est considéré comme immoral dans certains milieux ? Comment voyez-vous cela ?**

Oui, on le constate actuellement dans le contexte de la guerre en Ukraine. Les gens sont cloués au pilori parce qu'on les accuse de « comprendre Poutine ». Mais que



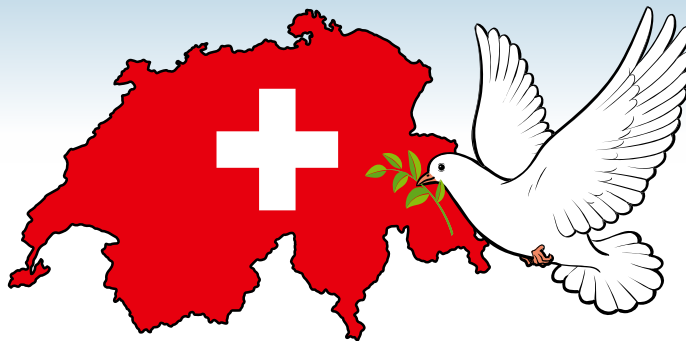
signifie réellement « comprendre Poutine » ? Jusqu'à présent, aucune définition convaincante ne m'a été proposée. Je ne suis pas un partisan de Poutine. Il est un des responsables de cette guerre, mais il est loin d'être le seul. Il convient de lui parler autant qu'à Zelensky. A ce propos, je me demande comment on peut avoir l'idée saugrenue de convoquer une « conférence de paix » au Bürgenstock et d'en exclure Poutine. Pour moi, il n'y a là rien de moral ni d'immoral. Il s'agit plutôt d'un acte stupide.

**Lors de sa séance du 26 juin 2024, le Conseil fédéral a décidé de recommander au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative sur la neutralité. En cas d'acceptation de l'initiative sur la neutralité, le Conseil fédéral ne pourrait plus participer aux sanctions imposées à la Russie par l'UE et les Etats-Unis. De même, la coopération militaire croissante avec l'OTAN serait stoppée. Le Conseil fédéral souhaite conserver une politique de neutralité flexible. Que pensez-vous de cette décision ?**

Je trouve cette décision malhonnête, lâche et hypocrite. Pour quelle raison la majorité de notre gouvernement national n'admet-elle pas tout simplement qu'elle est en fait opposée à la neutralité et qu'elle voit son objectif final dans une adhésion de notre pays à l'OTAN ? Le Conseil fédéral accepte-t-il que la population ne puisse plus avoir son mot à dire lorsqu'il s'agit d'envoyer nos jeunes hommes et femmes dans un autre pays pour participer à une guerre ? Le Conseil fédéral se trompe lourdement s'il pense pouvoir faire passer auprès de nos citoyens son non à cette initiative pour une politique de neutralité flexible. Si la Suisse renonce à sa neutralité, elle perd sa souveraineté. Elle serait contrainte d'abolir la démocratie directe et deviendrait finalement une arrière-cour des nations allemande, française et italienne.

**L'initiative a été lancée parce que les détracteurs de la neutralité se sont organisés. Ces groupes prétendent qu'un engagement en faveur de la neutralité n'est plus d'actualité. Le peuple va maintenant se prononcer à ce sujet. La réponse ne pourra être que oui ou non. Il n'existe aucune solution intermédiaire. Comment réussir à convaincre la population de voter oui à l'initiative sur la neutralité ?**

Il faut rappeler à la population que nous n'avons plus connu de guerre depuis le 12 septembre 1848, date de naissance de la nouvelle Confédération. Sans notre neutralité, cette situation n'aurait pas été possible. Il nous faut constamment remettre en question la neutralité, non pas pour l'abandonner, mais pour l'adapter aux circonstances actuelles. La neutralité n'est pas seulement



dans l'intérêt de la Suisse, mais aussi dans celui d'autres pays, notamment des pays européens. Actuellement, nous sommes le seul pays neutre sur notre continent. Les personnes qui ne possèdent pas de passeport suisse peuvent et doivent aussi bénéficier des services de médiation de la Suisse, que l'on considère aussi comme de bons offices.

**Cher Monsieur Beutler, nous vous remercions de cet entretien.**

Les questions sont posées par Ami Bossard Gartenmann.



#### **Peter Beutler**

Né en 1942, docteur en sciences naturelles, chimiste diplômé, il est membre du Parti socialiste depuis 1962, a été président de la section PS de Meggen de 1982 à 2002, député au Grand Conseil lucernois de 1995 à 2007 et conseiller municipal de Beatenberg de 2015 à 2018. Il est également un écrivain à succès



Plus d'infos

**JETZT  
MITMACHEN**

**PRO  LIBERTATE**  
www.prolibertate.ch

**PIKOM**  
Parteiunabhängiges Informationskomitee  
www.pikom.ch



**Die Welt wird unsicherer. Die Kriege in Osteuropa und in Nahost sind prominent in den Medien, aber nicht die einzigen Konflikte. Ein Blick in die jüngere Schweizer Geschichte zeigt deutlich: Auch unser Land muss sich immer wieder aufs Neue auf den Ernstfall vorbereiten. Darum braucht es Investitionen in Mensch und Material – und zwar heute! Unsere Milizarmee schützt alle, unterstützen wir darum unsere Armee!**

Janosch Weyermann, Berner Stadtrat und Vorstandsmitglied Vereinigung PRO LIBERTATE



**SPEZIAL  
ANGEBOT**

**DVD**

## VERANTSTALTUNGSHINWEIS



Die sicherheitspolitischen Fachreferate von **Peter Regli**, Divisionär aD und ehemaliger Chef des Schweizer Nachrichtendienstes, zum Thema:  
**«Die Ukraine, Israel und die Migration – wie weiter?»**

**Mittwoch, 16. Oktober 2024 – 18.45 Uhr Apéro, 19.30 Uhr Referat**  
**Auditorium der Kaserne Bern**, Papiermühlestr. 13+15, 3000 Bern 22  
(im Navigationssystem eingeben: Kasernenstrasse 27)

Bitte senden Sie mir Infos zu über die Schweizerische Vereinigung **PRO LIBERTATE (www.prolibertate.ch)** zu.

Bitte senden Sie mir Infos zu über das Parteiunabhängige Informationskomitee **PIKOM (www.pikom.ch)** zu.

Ich bestelle! Bitte senden Sie mir\*...

\_\_\_\_\_ Expl. des Buches «Nacht und Licht» (Preis: Fr. 25.–)

\_\_\_\_\_ Expl. des Buches «Tell wacht» (Preis: 25.–)

\_\_\_\_\_ Expl. des Buches «Operationsziel Schweiz» (Preis: Fr. 29.–)

Dokumentarfilm «Das Réduit – Geschichte von 1939 bis 1945»  
(Preis: Fr. 24.–) \_\_\_\_\_ Expl. als DVD \_\_\_\_\_ Expl. als USB-Stick

\*Alle Preise zzgl. Porto und Verpackung

[PL2403085Z]

Vorname, Name \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

PLZ, Ort \_\_\_\_\_

Tel./E-Mail \_\_\_\_\_

Datum, Unterschrift \_\_\_\_\_

Talon ausschneiden und einsenden an:

**Thomas Fuchs, PRO LIBERTATE, Niederbottigenweg 101, 3018 Bern**  
(oder via E-Mail: info@prolibertate.ch oder via Telefon/SMS 079 302 10 09)



# Observateur

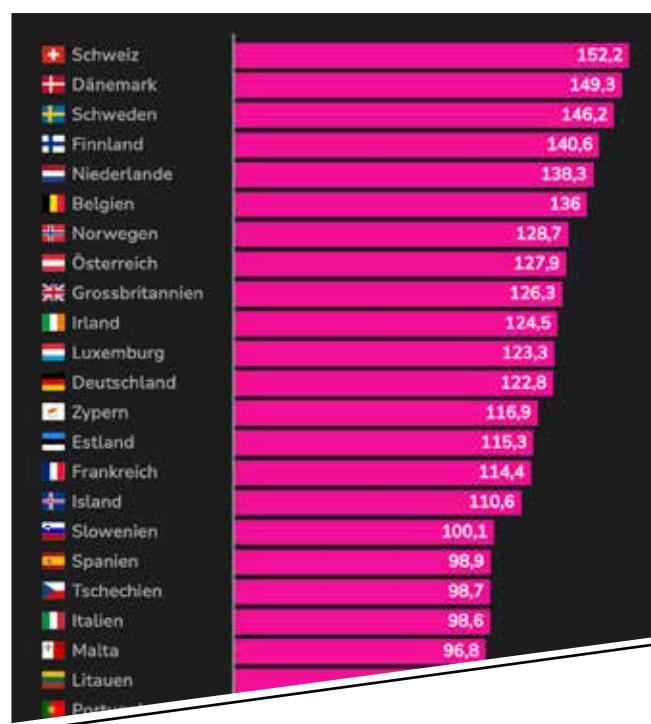


## Commission européenne (!) : La Suisse est le lieu de recherche le plus attractif

Dans le classement du Tableau de bord européen de l'innovation 2024 de la Commission européenne, la Suisse figure parmi les pays les plus innovants d'Europe. Dans ce rapport, la Commission européenne a procédé à une comparaison entre les 27 pays membres de l'UE et onze autres États européens. Derrière la Suisse, on trouve la Suède, les Pays-Bas et la Norvège au rang des autres « leaders de l'innovation ».

La Suisse a obtenu le score le plus élevé pour son site le plus attractif. Les institutions de recherche occupent un grand nombre de doctorants étrangers. Les chercheurs suisses collaborent étroitement avec des scientifiques d'autres pays et avec le secteur privé.

[Source : Netzwoche.ch, 11.07.24]



## La Suisse à la deuxième place des pays les plus compétitifs du monde

Chaque année, ce classement est publié par l'Institut de management IMD à Lausanne. La Suisse s'est hissée à la deuxième place de la liste mondiale des pays les plus compétitifs, derrière Singapour. Elle a gagné ainsi une place par rapport à 2023. Les critères d'évaluation sont la performance économique, l'efficacité du gouvernement, l'efficacité des entreprises et l'infrastructure. La stabilité politique, le système de formation avec l'apprentissage professionnel et les puissantes PME ont contribué à ce résultat de pointe.

[Source : www.handelszeitung.ch, 18.06.2024]



# Du spinnst

...die besten Ideen, Meetings, Seminare bei uns  
in der ehemaligen Spinnerei.

[www.riverside.ch](http://www.riverside.ch)



**riverside**  
Seminar- und Eventhotel

Spinnerei-Lettenstrasse  
8192 Zweidlen-Glattfelden

+41 43 500 92 92  
[www.riverside.ch](http://www.riverside.ch)



Roland Rino Büchel  
Conseiller national, UDC  
d'Oberriet, SG

# L'élection de Berset et le Conseil de l'Europe



**La Suisse est représentée au Conseil de l'Europe par une délégation de 12 parlementaires. Vous en êtes l'un des membres. Le 26 juin 2024, l'ancien Conseiller fédéral Alain Berset a été nommé Secrétaire général du Conseil de l'Europe. Cette candidature de la Suisse a été contestée en amont, notamment au sein de l'UE. Pourquoi les instances européennes ont-elles tenté de faire obstacle à l'élection d'Alain Berset ?**

Pour commencer, j'aurais préféré voir quelqu'un comme Christoph Blocher ou Ueli Maurer occuper cette fonction. Ou alors Toni Brunner, Adrian Amstutz, Stephan Rietiker ou Walter Wobmann. Cependant, ils n'étaient pas disponibles. En dehors de Berset, les candidats en lice ont été une marionnette de l'UE et de l'OTAN, originaire d'Estonie, et le Commissaire européen aux affaires juridiques Didier Reynders, en poste depuis de nombreuses années. Le Belge est un fervent partisan de l'UE sans égal et il est hostile à la démocratie directe. Avec de tels hommes, l'UE espérait exercer encore plus de pouvoir qu'elle ne le fait déjà sur le Conseil de l'Europe (relativement) indépendant.

**La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a récemment dénoncé la Suisse, qui ne ferait pas assez d'efforts en matière de politique climatique. Le Conseil de l'Europe va-t-il à présent influencer de plus en plus la politique suisse ?**

Parmi les 47 juges, on trouve quelques personnalités assez « particulières ». Certaines d'entre elles, vêtues de leur robe de juge, semblent se prendre pour le bon Dieu et ces dames et messieurs se fichent donc éperdument des décisions de démocratie directe prises dans notre pays.

**Des voix s'élèvent pour demander la sortie de notre pays du Conseil de l'Europe. Que pensez-vous de cela ?**

Il faudrait notamment envisager de quitter la Convention des droits de l'homme, de plus en plus pervertie. Peu à peu, on y réfléchit aussi en dehors de Pro Suisse et de l'UDC. À titre d'exemple : tant le Conseil des États que le Conseil national refusent de donner suite à l'arrêt scandaleux de la CEDH. Cette décision du Parlement est un signal clair adressé au Conseil fédéral. Je suis impatient de voir comment nos sept sages y réagiront. Mais il sera également intéressant de voir si les parlementaires frileux du Centre et du PLR savent « résister » aux vociférations provenant de l'étranger.



*« J'aurais préféré voir quelqu'un comme Christoph Blocher ou Ueli Maurer à ce poste. Ou Toni Brunner, Adrian Amstutz, Stephan Rietiker, Walter Wobmann. »*



Prof. Dr. Nicolas Szita

membre du Comité directeur  
de Pro Suisse, Londres

La Grande-Bretagne a voté :

# Une première analyse

**Comme on pouvait s'y attendre (cf. Actuel 4 : « Glissement vers la gauche - uniquement en Grande-Bretagne ? »), Keir Starmer et son parti travailliste ont largement remporté les élections en Grande-Bretagne. Avec désormais 411 (+211) circonscriptions sur 650, le Labour a réalisé le deuxième meilleur résultat de son histoire. En revanche, avec 121 sièges (-251), les conservateurs obtiennent le plus petit nombre de sièges depuis 1832. Le troisième parti est le parti libéral-démocrate (72), suivi du parti national écossais (SNP, 9), du Sinn Fein (7), de Reform UK (anciennement parti du Brexit)(5) et de partis plus petits.**

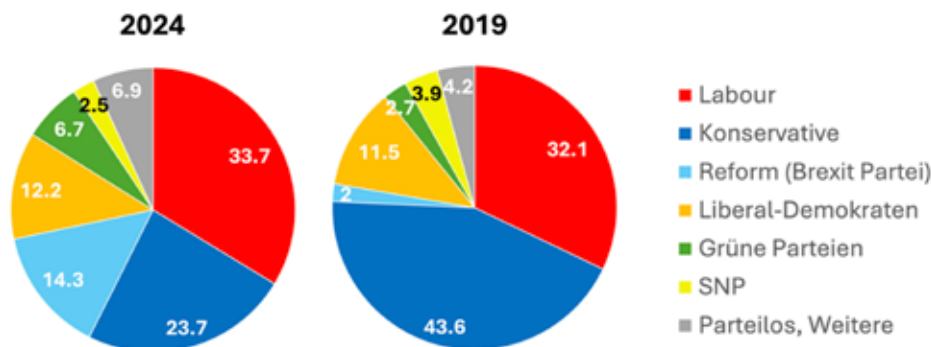
En pourcentage, le Labour a cependant peu progressé, passant de 32,1% à 33,7% (voir graphique I). En raison de la participation électorale plus faible, il y a même eu 560'000 voix de moins pour le Labour qu'en 2019. En réalité, il faut remonter exactement 100 ans en arrière pour trouver un gouvernement avec un pourcentage d'électeurs encore plus faible (Ramsay MacDonald, Labour). Keir Starmer n'a pas non plus brillé dans sa circonscription de Londres ; il n'a été réélu qu'avec environ la moitié des voix de 2019. Ce résultat est loin d'être brillant.

Il s'agit avant tout d'une défaite des conservateurs. Dans le système britannique 'First Past the Post', c'est en effet le candidat qui obtient le plus de voix dans la circonscription concernée qui l'emporte ; une majorité simple suffit au premier et unique tour de scrutin. Et comme plus de 7 millions d'électeurs conservateurs se sont soit abstenus de voter ou ont changé de parti politique, le Labour a conquis énormément de sièges sans vraiment progresser en termes de voix. Les chiffres de la circonscription de l'ancienne Première ministre Elizabeth Truss

le démontrent de manière exemplaire (graphique II). On peut également voir que le Labour aurait probablement gagné moins de sièges si les conservateurs et Reform UK ne s'étaient pas combattus.

Nigel Farage a largement remporté sa circonscription et son parti Reform UK a d'emblée fait plus de voix (4 millions) que les libéraux démocrates (3,5 millions). Reform UK est ainsi la troisième force du pays en pourcentage d'électeurs (Labour 9,7 millions, conservateurs 6,8 millions). Mais comme il n'a obtenu que cinq sièges, Nigel Farage revendique désormais une modification du système électoral en faveur d'une plus grande proportionnalité. On ne sait pas pour l'instant à quoi ressemblera le nouveau système électoral. Rappelons qu'en 2011, les Britanniques avaient déjà refusé une modification du système électoral.

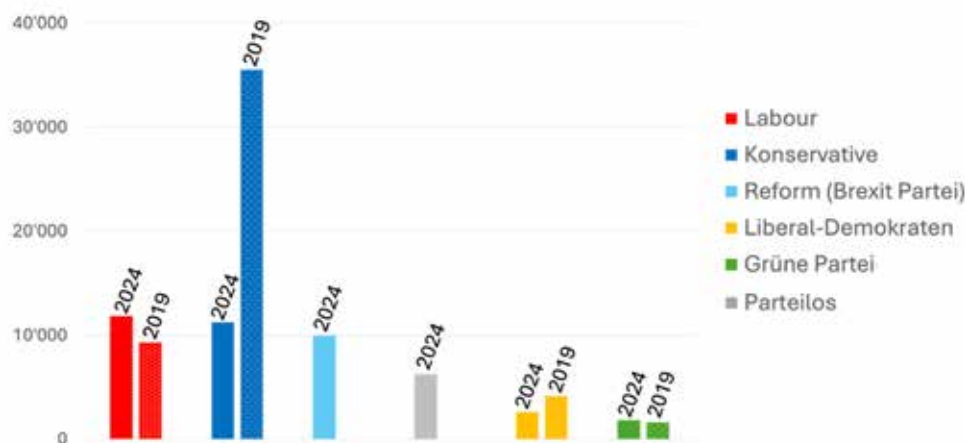
La politique européenne du gouvernement Starmer va probablement déboucher sur un rapprochement. Le Labour ne prévoit certes pas de réintégrer le marché intérieur de l'UE, mais il envisage une déclaration commune avec l'UE sur la sécurité, qui couvrirait les domaines de la défense, de l'énergie, du changement climatique, des pandémies et de l'immigration. Le premier voyage officiel du nouveau ministre des Affaires étrangères Lammy a été effectué en Allemagne (et non aux États-Unis). De plus, Keir Starmer était en faveur d'un second vote sur le Brexit en 2019, et parmi les 117 ministres du nouveau gouvernement, presque tous étaient favorables au maintien dans l'UE (à l'exception du transfuge conservateur Wakeford). Mais il y a encore peu de choses concrètes. Tel a également été le cas pendant la courte durée de 6 semaines de la campagne électorale.



Comparaison du pourcentage d'électeurs des partis en 2024 et 2019



« Le Labour ne prévoit certes pas de réintégrer le marché intérieur de l'UE, mais il envisage une déclaration commune avec l'UE sur la sécurité, qui couvrirait les domaines de la défense, de l'énergie, du changement climatique, des pandémies et de l'immigration. »



Total des votes exprimés par parti pour la circonscription South West Norfolk de l'ancienne Première ministre Elizabeth Truss, en comparaison avec 2024 et 2019. Le siège est attribué au candidat travailliste avec une majorité de 630 voix.

## Partie 2

# Les errements de la politique de neutralité



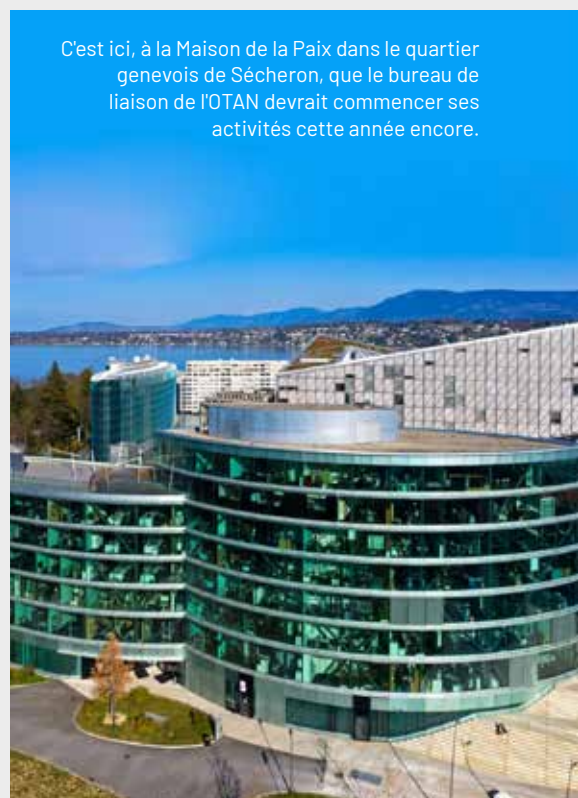
## Le Conseil fédéral dit oui au siège de l'OTAN à Genève

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ouvre à Genève un bureau de liaison afin d'être présente auprès des organisations internationales et non gouvernementales qui y sont établies. Après New York et Vienne, l'OTAN entend renforcer à Genève également les échanges avec les organisations internationales. C'est pourquoi elle avait annoncé dès l'été 2023 son intention d'y ouvrir un bureau de liaison.

La Suisse permet l'ouverture de ce bureau dans le cadre de son rôle d'État hôte.

La Suisse avait reçu fin 2023 la demande officielle de l'OTAN d'ouvrir un bureau de liaison. Le Conseil fédéral y a donné une suite favorable, puis chargé le DFAE d'arrêter les étapes ultérieures en collaboration avec l'OTAN. [Communiqué de presse, DFAE, 15.07.2024

C'est ici, à la Maison de la Paix dans le quartier genevois de Sécheron, que le bureau de liaison de l'OTAN devrait commencer ses activités cette année encore.





**Engagement réussi de Pro Suisse**

# Pacte de l'OMS contre la pandémie : le Parlement freine le Conseil fédéral



**Gregor Rutz**

Conseiller national, membre de la Commission des institutions politiques, Zurich

**En politique, nous notons actuellement surtout deux dysfonctionnements drastiques : d'une part, la tendance à une réglementation toujours plus importante et à une mise sous tutelle de l'État. On nie la responsabilité personnelle des citoyens et les autorités cherchent à obtenir plus de pouvoir. La pandémie du coronavirus en a été un exemple symptomatique. De plus en plus de règles sont par ailleurs édictées au niveau international, en dehors de tout contrôle démocratique et sans que les citoyens puissent exercer une quelconque influence. Ces deux aspects sont un véritable poison pour la démocratie. Nous devons en priorité lutter contre ces dérives de notre époque.**

Après la pandémie du coronavirus, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) cherche à exercer une plus grande influence politique. C'est pourquoi un « pacte sur la pandémie » a été élaboré. Ce pacte, qui est censé être au-dessus des lois de l'État, promet un droit fondamental à la « meilleure santé possible ». Ce qui semble à première vue génial est en réalité dangereux : le gouvernement et les autorités seraient désormais chargés de veiller à ce que tout le monde soit en bonne santé. Ils devraient faire en sorte que chacun se comporte correc-

tement, consomme des aliments sains et renonce aux produits nocifs. Une mise sous tutelle totale.

Ce pacte va encore plus loin : selon l'OMS, les autorités doivent influencer la communication publique, réfuter les voix critiques et lutter contre « les informations fausses ou erronées ou la désinformation ». De telles mesures s'inscrivent dans un contexte autocratique, mais elles sont incompatibles avec une démocratie : les avis critiques sont importants dans ce domaine et les expériences faites lors de la pandémie en disent long à ce sujet.

Une autre remarque : la démocratie directe de la Suisse permet aux citoyens de participer aux décisions sur des questions de fond. Les cantons ont de nombreuses compétences, notamment en matière de politique de santé. Avec le pacte de pandémie de l'OMS, ces derniers n'auraient plus eu grand-chose à dire. Et voici un argument supplémentaire pour expliquer pourquoi les négociations auraient dû être interrompues depuis longtemps : le pacte de pandémie n'est pas compatible avec notre système étatique.

**L'Office fédéral de la santé publique fait cavalier seul**  
L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) était d'un

autre avis : il a longtemps gardé le silence sur le déroulement des négociations. Le Conseil fédéral n'a pas jugé nécessaire de soumettre le projet au Parlement. Ce n'est qu'après d'innombrables interventions parlementaires que les choses ont commencé à bouger. Les commissions de politique extérieure et les commissions de la santé des deux Chambres ont organisé des consultations. Les représentants des autorités compétentes ont dû faire un rapport.

La pétition de « Pro Suisse », soutenue par plus de 37'000 signataires, a exercé une pression supplémentaire. Celle-ci demandait au Parlement de prendre des mesures pour que le projet soit soumis à l'Assemblée fédérale. C'est la seule façon de permettre un référendum. Le Parlement a accédé à cette demande : tant le Conseil national que la commission du Conseil des États ont soutenu la motion 22.3546, qui demande précisément cela. Lors de la session d'automne de septembre, le Conseil des États se penchera sur la question. Les chances sont bonnes que la motion soit adoptée.

### Un engagement qui en vaut la peine !

Une fois de plus, il s'avère que l'engagement pour la démocratie directe en vaut la peine. Des organisations comme « Pro Suisse » sont plus importantes que jamais. Ne baissons pas les bras – faisons en sorte que la Suisse n'adhère jamais à l'accord sur la pandémie !

D'ailleurs, l'accord n'a pas été adopté lors de l'Assemblée mondiale de la santé en mai dernier à Genève, comme cela était prévu à l'origine. Les États membres de l'OMS n'ont pas réussi à se mettre d'accord. Les points litigieux portaient moins sur le contenu que sur les questions financières. Cela aussi est révélateur.



« La démocratie directe de la Suisse permet aux citoyens de participer aux décisions sur des questions de fond. Les cantons ont de nombreuses compétences, notamment en matière de politique de santé. »

Annonce



UNTERSTÜTZE  
DIE INITIATIVE  
**JA**  
zur neutralen  
Schweiz

# Zeige Flagge!

# Trage Schweiz!





**Tell**  
NEUTRAL



NEUTRALITÄT



**BODESTÄNDIG**  
NEUTRAL

## Zeige deine Liebe zur Schweiz!

**10%  
RABATT**

Viele tolle Designs  
In der Schweiz gedruckt  
Hochwertige Qualität



Neutralität trifft Stil! Zeige jetzt deine Unterstützung für eine neutrale Schweiz mit einem einzigartigen Statement-T-Shirt! – **Patrioten aufgepasst: Mit dem Code «Tell10» erhältst du 10% Rabatt auf deinen Einkauf im Online-Shop [www.neutrale-schweiz.ch](http://www.neutrale-schweiz.ch). Besuche uns und finde dein neues Lieblings-Shirt!**

## Dans la prochaine édition :

### Où en sont les négociations avec l'UE ?



### Le nain grincheux



### « Fast Fooder » et « gourmets »

Dans la NZZ du 23 juillet 2020, le Conseiller fédéral Jans a lancé aux citoyens l'invitation de méditer suivante : « Ce sera bientôt le 1er août et donc l'occasion de faire le point sur la Suisse et son rôle en Europe et dans le monde.

En ce jour, nous nous posons souvent la question de savoir ce qui fait de la Suisse notre patrie. Mais nous pourrions aussi bien inverser la question : où se trouve la patrie de la Suisse ? L'écrivain Peter von Matt a déclaré un jour à ce sujet : « La patrie suisse, c'est l'Europe ». Voilà un fast-food intellectuel en provenance du DFJP. Il y a fort à parier qu'il a été rapidement réchauffé dans le micro-ondes gauche-UE d'Oli-ver Washington, chef de la communication du DFJP et ancien journaliste de la TSR. Le saviez-vous ? La Suisse se trouve en Europe, mais l'UE ne se confond pas avec l'Europe. Soit. Par conséquent, la Suisse n'a pas non plus nécessairement sa place dans l'UE. Mais je me demande si ces deux hommes saisissent la différence. Que voulez-vous, c'est un raisonnement complexe qui est destiné aux gourmets de la Confédération !

## Messages de Pro Suisse sur la Fête nationale 2024 :



lire ou regarder ici



**Veillez nous communiquer votre adresse e-mail sur [info@prosuiss.ch](mailto:info@prosuiss.ch)**

Nous pourrions ainsi vous tenir au courant. Nous respectons strictement les directives de protection des données et ne transmettons pas les adresses à des tiers.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter notre secrétariat:  
[info@prosuiss.ch](mailto:info@prosuiss.ch)  
tél. 031 356 27 27

**PRO** Schweiz  
Suisse  
Svizzera  
Svizra

Case postale, 3822 Lauterbrunnen  
Tél. 031 356 27 27, [info@prosuiss.ch](mailto:info@prosuiss.ch)  
[www.prosuiss.ch](http://www.prosuiss.ch)